N° 95-0190 - Finances et programmation - Transfert des garanties d'emprunts accordées à la société immobilière 3 F au profit de la SA Immobilière Rhône-Alpes - Direction des finances et du contrôle de gestion - Service des gestions externes -

Le Conseil,

Vu le rapport du 12 octobre 1995, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Par courrier du 22 septembre 1995, monsieur le directeur général de la société anonyme d'HLM Immobilière Rhône-Alpes expose que sa société reprend les activités de la SA Immobilière 3 F.

Dans un premier temps, l'ensemble du patrimoine immobilier en exploitation au 31 décembre 1994 a fait l'objet d'une transmission dans le cadre d'un apport partiel d'actif.

Dans un second temps, il convient de transférer les opérations de construction mises en exploitation durant l'exercice 1995.

En conséquence, le transfert des garanties accordées initialement par la communauté urbaine de Lyon à la société Immobilière 3 F est sollicité au profit de la SA Immobilière Rhône-Alpes :

- pour tout le patrimoine antérieur au 31 décembre 1994 ;
- pour les opérations mises en exploitation en 1995 décrites dans le tableau ci-après ;

B - Propose de décider le transfert des garanties initialement accordées à la SA d'HLM Immobilière 3 F au profit de la nouvelle SA d'HLM Immobilière Rhône-Alpes et de l'habiliter, d'une part, à signer les conventions de garantie, d'autre part, à intervenir aux contrats de prêt ;

Programme	Prêteur	N°contrat	Montant de la garantie à transférer (en F)	N° de la garantie et date de la délibération
4, rue Tony Tollet à Lyon 2° - (20 PLA)	Caisse des dépôts et consignations	423 970	5 976 940	934242 du 10.05.1993
11, rue Saint-Amour à Lyon 3° - (15 PLA)	Caisse des dépôts et consignations	423 972	5 387 101	934380 du 14.06.1993
ZAC "Château Lacassagne" - 150, 162, avenue Félix Faure à Lyon 3° - (24 PLA dont 8 PLATS)	Caisse des dépôts et consignations	423 968	8 897 800	934242 du 10.05.1993
59, rue Ney à Lyon 6° - (20 PLA dont 3 PLATS)	Caisse des dépôts et consignations	440 391 440 392	4 554 300 323 850	945094 du 31.03.1994 945094 du 31.03.1994
montant total de garanties à transférer			25 139 991	

Vu ladite demande de garantie ;

Vu le courrier de monsieur le directeur général de la société anonyme d'HLM Immobilière Rhône-Alpes en date du 22 septembre 1995 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, article 21, codifié aux articles L 236-13 à L 236-16 du code des communes ;

Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988, article 10, modifiant l'article 6 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 ;

Vu la loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 modifiant le dernier alinéa du I de l'article 6 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 ;

Vu le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;

Vu le décret n° 88-588 du 6 mai 1988 -2° alinéa-, modifiant le décret n° 85-624 du 20 juin 1985 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 312-3 et R 331-18 ;

Où l'avis de sa commission finances et programmation ;

DELIBERE

Article premier : La Communauté urbaine de Lyon accorde le transfert des garanties initialement accordées à la SA d'HLM Immobilière 3F au profit de la nouvelle SA d'HLM Immobilière Rhône-Alpes.

Au cas où la société Immobilière Rhône-Alpes, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par elle aux échéances convenues ni des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Communauté s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple demande de la caisse prêteuse adressée par lettre-missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous ni exiger que la caisse prêteuse discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 2 : Le Conseil s'engage, pour chaque opération pendant toute la durée des périodes d'amortissement durant lesquelles seront dus à la fois les intérêts et l'amortissement, à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir les sommes dues.

Article 3 : Le Conseil autorise monsieur le président de la Communauté à intervenir à chacun des contrats de prêts qui seront passés entre la SA d'HLM Immobilière Rhône-Alpes et les caisses prêteuses et à signer les conventions à intervenir avec la SA d'HLM Immobilière Rhône-Alpes pour la garantie du paiement des intérêts et du capital des emprunts susvisés.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de la société Immobilière Rhône-Alpes.

pour extrait conforme,
le président,
pour le président,

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,